

Ministère des Finances

Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines. Aliénation d'immeubles domaniaux. Publication faite en exécution de la loi du 31 mai 1923, p. 14568. — Publication prescrite par l'article 770 du Code civil. Succession en déshérence, p. 14568.

Ministerie van Financiën

Administratie van de BTW, registratie en domeinen. Vervreemding van onroerende domeingoederen. Bekendmaking gedaan ter uitvoering van de wet van 31 mei 1923, bl. 14568. — Bekendmaking voorgeschreven bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek. Erfloze nalatenschap, bl. 14568.

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

F. 93 — 1445

13 MAI 1993. — Arrêté royal autorisant le Ministère de la Justice à occuper des agents contractuels en vue de répondre à des besoins exceptionnels et temporaires en personnel

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 8, alinéa 2, de l'arrêté royal n° 56 du 16 juillet 1982 relatif au recrutement dans certains services publics, modifié par la loi-programme du 30 décembre 1988 et par l'article 4 de la loi du 20 février 1990 relative aux agents des administrations et de certains organismes d'intérêt public;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 5 avril 1993;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 5 avril 1993;

Considérant que le projet de procédure accélérée postule l'informatisation complète des dossiers du Casier judiciaire central;

Considérant que cette informatisation doit se faire le plus rapidement possible et requiert l'engagement de personnel, de façon exceptionnelle et temporaire;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le Ministère de la Justice est autorisé à recruter dix-neuf agents contractuels en vue d'assumer des tâches spécifiques et temporaires, à savoir, un secrétaire d'administration, deux rédacteurs et seize commis-dactylographes. Ce personnel sera affecté au Casier judiciaire central des Services généraux.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} avril 1993 et cessera d'être en vigueur le 31 décembre 1994.

Art. 3. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 13 mai 1993.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
M. WATHELET

MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 93 — 1445

13 MEI 1993. — Koninklijk besluit waarbij het Ministerie van Justitie gemachtigd wordt contractuelen in dienst te nemen om te voldoen aan uitzonderlijke en tijdelijke behoeften aan personeel

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 8, alinea 2, van het koninklijk besluit nr. 56 van 16 juli 1982 betreffende de werving in sommige overheidsdiensten, gewijzigd bij de programmawet van 30 december 1988 en bij artikel 4 van de wet van 20 februari 1990 betreffende het personeel van de overheidsdiensten en van sommige instellingen van openbaar nut;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 5 april 1993;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Openbaar Ambt, gegeven op 5 april 1993;

Overwegende dat het project van versnelde procedure een volledige informatisering vergt van de dossiers van het Centraal Strafrechtregister;

Overwegende dat deze informatisering zo spoedig mogelijk dient te gebeuren en een aanwerving van personeel vereist op een uitzonderlijke en tijdelijke wijze;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het Ministerie van Justitie wordt gemachtigd negentien contractuele personeelsleden aan te werven ten einde uitzonderlijke taken aan te nemen, te weten, één bestuurssecretaris, twee opstellers en zestien klerk-typisten. Dit personeel zal tewerkgesteld worden bij het Centraal Strafrechtregister van de Algemene Diensten.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking met ingang van 1 april 1993 en houdt op van kracht te zijn op 31 december 1994.

Art. 3. Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 13 mei 1993.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
M. WATHELET

MINISTÈRE DES CLASSES MOYENNES

F. 93 — 1446

18 MAI 1993. — Arrêté royal modifiant, en ce qui concerne la composition et le fonctionnement de la Commission des dispenses de cotisations, l'arrêté royal du 19 décembre 1967 portant règlement général en exécution de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants, notamment l'article 22, alinéa 4;

MINISTERIE VAN MIDDENSTAND

N. 93 — 1446

18 MEI 1993. — Koninklijk besluit tot wijziging, met betrekking tot de samenstelling en de werking van de Commissie voor vrijstelling van bijdragen, van het koninklijk besluit van 19 december 1967 houdende algemeen reglement in uitvoering van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen, inzonderheid op artikel 22, vierde lid;

Vu l'arrêté royal du 19 décembre 1967 portant règlement général en exécution de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants, notamment les articles 80 à 84, 86 et 87, 89, 90 et 94, modifiés par les arrêtés royaux des 18 août 1972, 5 avril 1976, 23 juin 1977, 6 octobre 1977, 19 octobre 1978, 11 juin 1979, 3 mai 1982, 2 avril 1985, 30 juillet 1985, 16 janvier 1992 et 1^{er} juillet 1992;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que toutes les mesures nécessaires doivent pouvoir être prises immédiatement en vue de permettre à la Commission des dispenses de cotisations de siéger, dans sa nouvelle composition, dès le 1^{er} juillet 1993;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de Notre Ministre des Petites et Moyennes Entreprises et de l'Agriculture,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 80 de l'arrêté royal du 19 décembre 1967 portant règlement général en exécution de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants, modifié par l'arrêté royal du 2 avril 1985, est remplacé par la disposition suivante :

« La Commission des dispenses de cotisations, instituée auprès du Ministère des Classes moyennes par l'arrêté royal n° 38, comprend cinq chambres connaissant chacune aussi bien des demandes introduites en langue néerlandaise que des demandes introduites en langue française. Une de ces chambres connaît en plus des demandes introduites en langue allemande. »

Art. 2. L'article 81 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 23 juillet 1977, 6 octobre 1977, 3 mai 1982, 2 avril 1985 et 30 juillet 1985, est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Le Roi nomme, sur la proposition conjointe du Ministre des Classes moyennes et du Ministre de la Prévoyance sociale, un président auprès de chacune des chambres de la Commission.

Il nomme également un ou plusieurs suppléants pour chaque président.

§ 2. Nul ne peut être nommé président s'il n'est docteur ou licencié en droit et s'il n'a exercé des fonctions judiciaires ou été inscrit au barreau pendant huit ans au moins.

§ 3. En cas d'absence ou d'empêchement du président d'une chambre et de ses suppléants, la présidence peut être assumée par le président d'une autre chambre ou par l'un de ses suppléants.

§ 4. Les présidents élisent parmi eux pour un terme de trois ans un premier président et un premier président suppléant.

Le premier président est chargé :

- 1° de répartir les affaires entre les chambres, en tenant compte des dispositions de l'article 80;
- 2° de veiller à l'unité de jurisprudence;
- 3° de procéder aux affectations des membres;
- 4° de transmettre, régulièrement et en tout cas à la fin de son mandat, au Ministre des Classes moyennes et au Comité général de gestion, un rapport d'évaluation des activités de la Commission. »

Art. 3. L'article 82 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 30 juillet 1985 et 16 janvier 1992, est remplacé par la disposition suivante :

« Chacune des chambres comprend, outre le président, un membre représentant le Ministre des Classes moyennes, nommé par ce Ministre parmi les fonctionnaires de son département, et un membre représentant l'Institut national, désigné par l'administrateur général dudit Institut parmi les agents de son Institut. Il est nommé ou désigné un ou plusieurs suppléants pour chaque membre.

Les membres effectifs et suppléants sont nommés pour l'ensemble des chambres. Le premier président détermine l'affectation de ces membres auprès des différentes chambres.

En cas d'absence ou d'empêchement d'un membre et de ses suppléants, il peut être remplacé, sans préjudice des dispositions de l'alinéa 1^{er}, par un autre membre ou par l'un de ses suppléants. »

Gelet op het koninklijk besluit van 19 december 1967 houdende algemeen reglement in uitvoering van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen, inzonderheid op de artikelen 80 tot 84, 86 en 87, 89, 90 en 94, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 18 augustus 1972, 5 april 1976, 23 juni 1977, 6 oktober 1977, 19 oktober 1978, 11 juni 1979, 3 mei 1982, 2 april 1985, 30 juli 1985, 16 januari 1992 en 1 juli 1992;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de hoogdringendheid;

Aangezien onmiddellijk alle nodige schikkingen dienen te kunnen worden getroffen teneinde de Commissie voor vrijstelling van bijdragen in de mogelijkheid te stellen in haar nieuwe samenstelling te zetelen vanaf 1 juli 1993;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en van Onze Minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen en Landbouw,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 80 van het koninklijk besluit van 19 december 1967 houdende algemeen reglement in uitvoering van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 2 april 1985, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De Commissie voor vrijstelling van bijdragen, door het koninklijk besluit nr. 38 opgericht bij het Ministerie van Middenstand, omvat vijf kamers die elk kennis nemen zowel van de aanvragen ingediend in de Nederlandse taal als van de aanvragen ingediend in de Franse taal. Een van deze kamers neemt bovendien kennis van de aanvragen ingediend in de Duitse taal. »

Art. 2. Artikel 81 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 23 juli 1977, 6 oktober 1977, 3 mei 1982, 2 april 1985 en 30 juli 1987, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. De Koning benoemt, op gezamenlijk voorstel van de Minister van Middenstand en van de Minister van de Sociale Voorzorg, een voorzitter bij elk der kamers van de Commissie.

Hij benoemt eveneens een of meerdere plaatsvervangers voor iedere voorzitter.

§ 2. Niemand kan tot voorzitter benoemd worden, tenzij hij doctor of licentiaat in de rechten is en gedurende ten minste acht jaar rechterlijke functies heeft uitgeoefend of bij de balie was ingeschreven.

§ 3. In geval van afwezigheid of belet van de voorzitter van een kamer en van zijn plaatsvervangers mag het voorzitterschap worden waargenomen door de voorzitter van een andere kamer of door een van zijn plaatsvervangers.

§ 4. De voorzitters kiezen in hun midden, voor een termijn van drie jaar, een eerste voorzitter en een plaatsvervangend eerste voorzitter.

De eerste voorzitter wordt ermee belast :

- 1° de zaken over de kamers te verdelen rekening houdend met de bepalingen van artikel 80;
- 2° te waken over de eenheid van rechtspraak;
- 3° over te gaan tot de affectaties van de leden;
- 4° op regelmatige tijdstippen en in elk geval bij het einde van zijn mandaat een evaluatieverslag van de activiteiten van de Commissie over te maken aan de Minister van Middenstand en aan het Algemeen Beheerscomité. »

Art. 3. Artikel 82 van hetzelfde besluit, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 30 juli 1985 en 16 januari 1992, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Iedere kamer omvat, benevens de voorzitter, een lid dat de Minister van Middenstand vertegenwoordigt, door deze Minister benoemd onder de ambtenaren van zijn departement, en een lid dat het Rijksinstituut vertegenwoordigt, aangeduid door de administrateur-generaal van voornoemd Instituut onder de ambtenaren van zijn Instituut. Voor elk lid worden een of meer plaatsvervangers benoemd of aangeduid.

De effectieve en plaatsvervangende leden worden benoemd voor het geheel der kamers. De eerste voorzitter bepaalt de affectatie van deze leden bij de verschillende kamers:

In geval van afwezigheid of belet van een lid en van zijn plaatsvervangers, mag, onverminderd de bepalingen van het eerste lid, een ander lid of een van zijn plaatsvervangers hem vervangen. »

Art. 4. L'article 83 du même arrêté est abrogé.

Art. 5. L'article 84 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 11 juin 1979 et 3 mai 1982, est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Les présidents et membres effectifs et suppléants sont nommés pour un terme de six ans. Ils peuvent être renommés.

§ 2. Les fonctionnaires et agents, membres effectifs et suppléants, cessent de faire partie de la Commission lors de la cessation de leurs fonctions administratives.

§ 3. Les premier président, présidents et membres effectifs et suppléants qui remplacent un premier président, président ou membre effectif ou suppléant, décédé, démissionnaire ou qui cesse de faire partie de la Commission, achèvent le mandat de celui qu'ils remplacent. »

Art. 6. L'article 86 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 19 octobre 1978, est remplacé par la disposition suivante :

« Le montant des indemnités et des jetons de présence, auxquels peuvent prétendre les premier président, présidents et membres effectifs et suppléants, est déterminé par le Roi. »

Art. 7. L'article 87 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Le Ministre des Classes moyennes nommé auprès de la Commission, parmi les agents de son département :

1^o cinq premiers greffiers dont au moins deux sont d'expression néerlandaise et au moins deux sont d'expression française;
2^o un greffier en chef.

Nul ne peut être nommé greffier en chef s'il n'a exercé les fonctions de premier greffier pendant deux ans au moins. »

Art. 8. L'article 89, § 1^{er}, alinéa 8 du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 1^{er} juillet 1992, est complété comme suit :

« Ce formulaire doit être transmis au greffe par lettre recommandée à la poste. »

Art. 9. L'article 90, § 4, du même arrêté, est remplacé par la disposition suivante :

« § 4. La Commission statue sur pièces. Elle délibère valablement si le président de la chambre et les deux membres visés à l'article 82 sont présents.

Les décisions sont prises à la majorité des voix. »

Art. 10. L'article 94 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 5 avril 1976, 11 juin 1979 et 1^{er} juillet 1992, est abrogé.

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 1993, à l'exception de l'article 10 qui produit ses effets le 1^{er} janvier 1993.

Art. 12. Notre Ministre des Petites et Moyennes Entreprises et de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Donné à Bruxelles, le 18 mai 1993.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Petites et Moyennes Entreprises
et de l'Agriculture,

A. BOURGEOIS

Le Ministre des Affaires sociales,

B. ANSELME

MINISTÈRE DE LA PREVOYANCE SOCIALE

F. 93 — 1447

18 MAI 1993. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 20 juillet 1971 instituant un régime d'assurance contre l'incapacité de travail en faveur des travailleurs indépendants

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, notamment l'article 45, § 3, modifié par l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 et par la loi du 20 juillet 1971;

Art. 4. Artikel 83 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 5. Artikel 84 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 11 juni 1979 en 3 mei 1982, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. De effectieve en plaatsvervangende voorzitters en leden worden benoemd voor een termijn van zes jaar. Ze kunnen herbenoemd worden.

§ 2. De ambtenaren, effectieve en plaatsvervangende leden, maken niet langer deel uit van de Commissie wanneer hun administratief ambt een einde neemt.

§ 3. De effectieve en plaatsvervangende eerste voorzitter, voorzitters en leden, die een overleden, ontslagnemend of niet langer van de Commissie deel uitmakend effectief of plaatsvervangend eerste voorzitter, voorzitter of lid vervangen, beëindigen het mandaat van diegene die zij vervangen. »

Art. 6. Artikel 86 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 19 oktober 1978, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Het bedrag van de vergoedingen en van de zitpenningen, waarop de effectieve en plaatsvervangende eerste voorzitter, voorzitters en leden aanspraak kunnen maken, wordt door de Koning vastgesteld. »

Art. 7. Artikel 87 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De Minister van Middenstand benoemd bij de Commissie, onder de ambtenaren van zijn departement :

1^o vijf eerste griffiers waarvan ten minste twee nederlandsstalig en ten minste twee franstalig zijn;
2^o een hoofdgriffier.

Niemand kan hoofdgriffier worden benoemd indien hij niet gedurende ten minste twee jaar de functies van eerste griffier heeft uitgeoefend. »

Art. 8. Artikel 89, § 1, achtste lid van hetzelfde besluit, toegevoegd bij het koninklijk besluit van 1 juli 1992, wordt als volgt aangevuld :

« Dit formulier moet aan de griffie worden overgemaakt bij een ter post aangetekend schrijven. »

Art. 9. Artikel 90, § 4, van hetzelfde besluit, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 4. De Commissie beslist op stukken. Zij beraadslaagt geldig indien de voorzitter van de kamer en de twee leden bedoeld in artikel 82 aanwezig zijn.

De beslissingen worden genomen bij meerderheid van stemmen. »

Art. 10. Artikel 94 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 5 april 1976, 11 juni 1979 en 1 juli 1992, wordt opgeheven.

Art. 11. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 1993, met uitzondering van artikel 10 dat uitwerking heeft met ingang van 1 januari 1993.

Art. 12. Onze Minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen en Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.
Gegeven te Brussel, 18 mei 1993.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen
en Landbouw,

A. BOURGEOIS

De Minister van Sociale Zaken,

B. ANSELME

MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG

N. 93 — 1447

18 MEI 1993. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 juli 1971, houdende instelling van een verzekering tegen arbeidsongeschiktheid ten voordele van de zelfstandigen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, inzonderheid op artikel 45, § 3, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 en bij de wet van 20 juli 1971;